

# **La présence syndicale au Québec en 2005**

par Alexis Labrosse, économiste

Ministère du Travail  
Direction des études et des politiques

Juin 2006

Québec 

## Table des matières

INTRODUCTION .....	1
1. Les sources de données, la population visée et la période de référence .....	1
2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord .....	2
3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public .....	2
4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada .....	4
5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes .....	7
6. Les hauts et les bas de la présence syndicale au Québec .....	9
7. Les hauts et les bas de la présence syndicale en Ontario .....	11
8. Les hauts et les bas de la présence syndicale dans le reste du Canada .....	13
CONCLUSION .....	15

### Liste des tableaux et des graphiques

Tableau 1	Taux de présence syndicale, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, de 1997 à 2005 .....	2
Tableau 2	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique, 1997 et 2005 .....	5
Tableau 3	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions, 1997 et 2005 .....	6
Tableau 4	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario, 2005 .....	7
Tableau 5	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada, 2005 .....	8
Tableau 6	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 1997 et 2005 .....	9
Tableau 7	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 2004 et 2005 .....	11
Tableau 8	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario et variations entre 1997 et 2005 .....	12
Tableau 9	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale en Ontario et variations entre 2004 et 2005 .....	13
Tableau 10	Contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada et variations entre 1997 et 2005 .....	14

Graphique 1	Taux de présence syndicale selon les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2005 .....	3
-------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

Graphique 2	Répartition des employés entre les secteurs privé et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2005 .....	4
-------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---

## **Annexes**

Annexe 1-A	Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique, Québec, de 1997 à 2005 .....	16
------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Annexe 1-B	Total des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon les secteurs d'activité économique, Québec, de 1997 à 2005 .....	17
------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

Annexe 1-C	Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique, Québec, de 1997 à 2005 .....	18
------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------	----

## Introduction

La présente chronique s'intéresse aux personnes assujetties à des conventions collectives, c'est-à-dire à celles faisant partie d'une unité de négociation, qu'elles soient ou non membres en règle d'un syndicat<sup>1</sup>. Pour apprécier l'importance quantitative de ce groupe, la mesure utilisée est le taux de présence syndicale qui se définit comme le pourcentage de personnes visées par une convention collective par rapport à l'ensemble des employés. Le taux de présence syndicale se distingue du taux de syndicalisation qui mesure la portion des employés qui sont membres en règle d'un syndicat.

Bien que l'analyse décrive avant tout la situation au Québec, cette dernière est comparée avec celles de l'Ontario et du reste du Canada surtout, mais aussi avec celle des États-Unis. La comparaison met en parallèle les taux de présence syndicale dans les secteurs privé et public et les différents secteurs d'activité économique. Certains facteurs susceptibles d'expliquer les différences entre les régions canadiennes et les changements des situations québécoise et canadienne dans le temps sont examinés.

### 1. Les sources de données, la population visée et la période de référence

Toutes les données présentées proviennent de l'Enquête sur la population active<sup>2</sup> (EPA) de Statistique Canada, sauf celles sur les États-Unis qui sont issues du *Bureau of Labor Statistics*, rattaché au ministère fédéral du Travail (*Department of Labor*). La population couverte par ces enquêtes est constituée des employés<sup>3</sup>, c'est-à-dire des personnes en emploi, sauf les travailleurs autonomes qui, en raison de leur statut, ne peuvent faire partie d'une unité de négociation parce que non syndiqués. Depuis 1997, ces derniers ont représenté entre 13 et 15,6 % de l'emploi total au Québec, entre 14,5 et 16 % en Ontario et entre 16,8 et 19,5 % dans le reste du Canada. De plus, en raison de la très forte volatilité des données pour le secteur agricole (particulièrement évidente pour le Québec et l'Ontario), nous avons décidé d'exclure les employés de ce secteur du champ de l'enquête de l'EPA<sup>4</sup>. Malgré l'exclusion de ces derniers, la population retenue correspond, pour toutes les années, à environ 99 % des employés tant à l'échelle du Québec que de l'ensemble du Canada.

L'étendue de la période de référence est limitée par la disponibilité des données de l'Enquête sur la population active. Cette enquête ne recueille en effet des données sur la présence syndicale que depuis 1997. La période étudiée couvre donc les années 1997 à 2005.

- 
1. La disponibilité des données ne permet pas de ventiler les taux de présence syndicale par groupe d'affiliation.
  2. La récente révision (25 janvier 2006) de l'Enquête sur la population active fait en sorte que les données présentées dans cette chronique annuelle diffèrent de celles de la version précédente.
  3. Les données canadiennes portent sur les personnes de 15 ans et plus en emploi alors que les données étasuniennes ne prennent en compte que celles âgées de 16 ans et plus en emploi.
  4. De 1997 à 2005, les taux de présence syndicale dans le secteur agricole au Québec étaient respectivement de : 0 %, 9,1 %, 9,8 %, 0 %, 0 %, 7,5 %, 6,7 %, 0 % et 7,4 %. En Ontario, ces mêmes taux étaient de 0 %, à l'exception de 1998 (3,6 %) et de 2004 (4,7 %). Cette volatilité s'explique certainement par le fort coefficient de variation (plus de 30 %) associé à la taille de l'estimation, mais aussi par l'interprétation des questions de l'enquête par les personnes interrogées. L'exclusion du secteur agricole conduit évidemment à des différences avec les données diffusées par Statistique Canada qui le conserve. Dans le cas des États-Unis, les travailleurs agricoles sont également comptabilisés.

## 2. Le taux de présence syndicale au Québec et en Amérique du Nord

En 2005, les taux de présence syndicale en Amérique du Nord étaient tous en deçà de ceux de 1997, comme l'indique le tableau 1. Dans le cas du Québec, ce taux est passé de 41,8 % en 1997 à 40,5 % en 2005<sup>5</sup>. Nous remarquons qu'après quatre années de hausse continue totalisant 1,5 point de pourcentage entre 1999 et 2003 le Québec a vu son taux de présence syndicale diminuer de 1,2 point de pourcentage en 2004, pour ensuite augmenter de 0,4 point en 2005. Il s'agit de la plus forte hausse annuelle enregistrée au Québec depuis 2001 (hausse de 0,55 point de pourcentage). En Ontario, ce taux a bondi de 1 point de pourcentage pour atteindre 28,9 % en 2005, soit le plus haut taux enregistré dans cette province depuis 1998 (29,6 %). Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale est en constante diminution depuis 1997, passant de 33,3 à 30,6 % en 2005. Du côté des États-Unis, les baisses continuent de se succéder : de 15,6 en 1997 à 13,7 % en 2005. Le Québec demeure la région la plus syndiquée en Amérique du Nord et l'écart avec ses voisins continue de croître. Ainsi, celui-ci est passé de 8,5 points en 1997 à 9,9 points en 2005 par rapport au reste du Canada et de 26,2 à 26,8 points par rapport aux États-Unis durant la même période. Cependant, la hausse d'un point de pourcentage observé en Ontario en 2005 fait en sorte que l'écart entre cette province et le Québec est passé de 11,8 points de pourcentage en 1997 à 11,6 en 2005. Par ailleurs, l'écart moyen observé de 1997 à 2005 par rapport aux États-Unis s'élève à 14 points dans le cas de l'Ontario et à environ 17 points dans le cas du reste du Canada.

**Tableau 1**

**Taux de présence syndicale<sup>1</sup>, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, de 1997 à 2005 (en pourcentage)**

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
Québec	41,8	40,1	39,8	40,3	40,9	40,9	41,3	40,1	40,5
Ontario	30,0	29,6	28,4	28,5	28,1	28,2	28,5	27,9	28,9
Reste du Canada	33,3	32,9	32,5	32,2	32,1	31,5	31,2	31,0	30,6
États-Unis	15,6	15,4	15,3	14,9	14,8	14,5	14,3	13,8	13,7

1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Sources : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB; Bureau of Labor Statistics, Current population Survey.

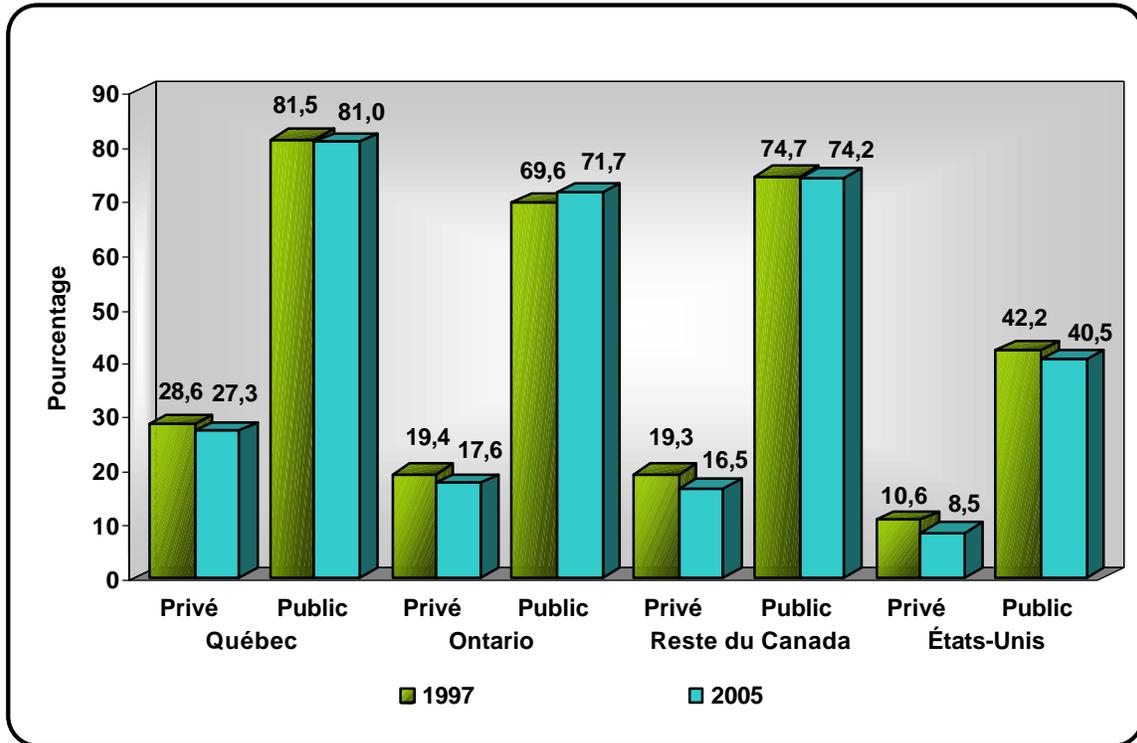
## 3. La présence syndicale dans les secteurs privé et public

Historiquement, le secteur privé québécois, à l'instar de ce qu'on retrouve en Amérique du Nord, affiche un taux de présence syndicale beaucoup plus faible que celui du secteur public (graphique 1). Bon an, mal an, l'écart entre les deux secteurs varie de 49 à 55 points au Québec et en Ontario, de 55 à 59 points dans le reste du Canada et tourne autour de 32 points aux États-Unis. De 1997 à 2005, partout au Canada et aux États-Unis, la présence syndicale dans le secteur privé a fléchi. C'est dans le reste du Canada que l'on a observé la plus forte baisse avec 2,8 points de moins qu'en 1997. Pour sa part, l'Ontario a connu une baisse d'environ 1,8 point de pourcentage, le Québec, de 1,3 point, tandis que les États-Unis ont enregistré une baisse de 2,1 points. Par ailleurs, le taux de présence syndicale dans le secteur public a également diminué partout, sauf en Ontario. Il a ainsi diminué de 0,5 point de pourcentage au Québec et dans le reste

5. Les données détaillées qui illustrent la situation au Québec de 1997 à 2005 apparaissent aux annexes 1-A, 1-B et 1-C.

du Canada, et de 1,7 point aux États-Unis. L'Ontario, quant à elle, a vu ce taux augmenter de 2,1 points au cours de cette période<sup>6</sup>.

**Graphique 1** Taux de présence syndicale selon les secteurs privé<sup>1</sup> et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2005

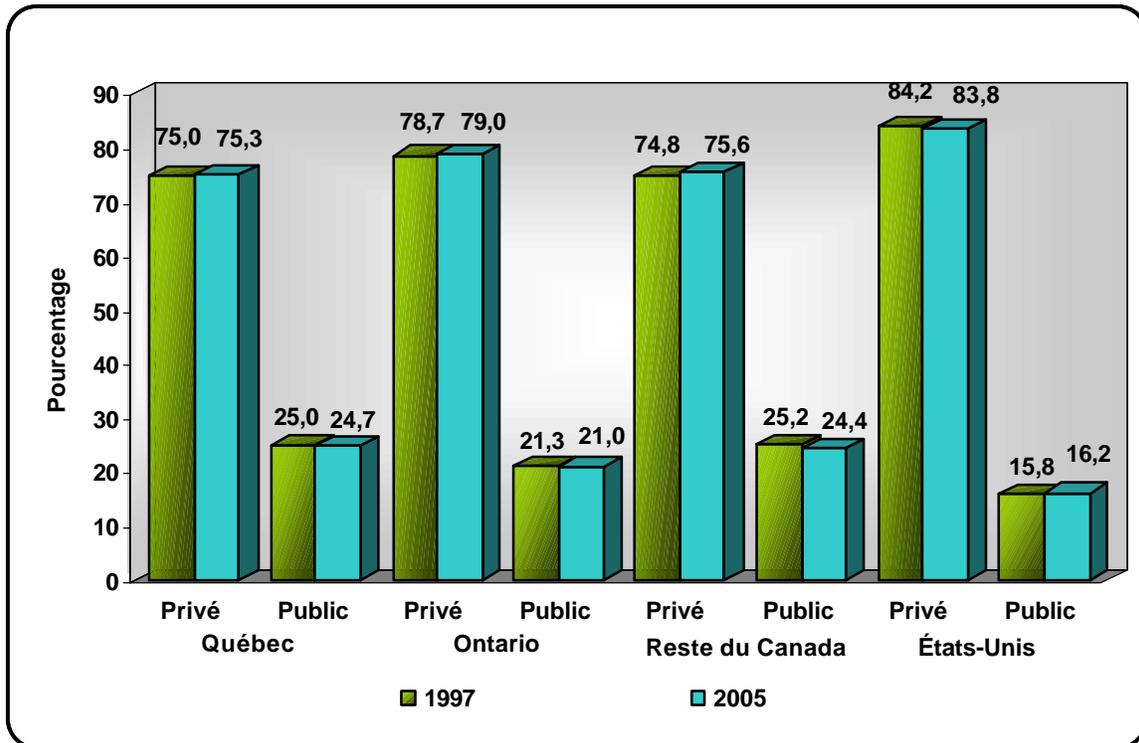


1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Entre 1997 et 2005, la répartition des employés entre les secteurs public et privé ne s'est à peu près pas modifiée (graphique 2). Comme en 1997, le secteur privé au Québec et dans le reste du Canada regroupait, en 2005, environ 75 % des personnes en emploi. En Ontario, la proportion des employés dans le secteur privé demeurait autour de 79 % et, aux États-Unis, à environ 84 %. Cette prépondérance constante du secteur privé, associée à la baisse de son taux de présence syndicale, contribue à maintenir le taux global de présence syndicale en deçà de celui de 1997.

6. Comme toutes les données présentées dans ce document ont été arrondies à une ou deux décimales, il peut y avoir de légers écarts entre certaines données du texte et celles des tableaux et des graphiques.

**Graphique 2 Répartition des employés entre les secteurs privé<sup>1</sup> et public, Québec, Ontario, reste du Canada et États-Unis, 1997 et 2005**



1. Excluant le secteur agricole, sauf pour les États-Unis où il est inclus.

Il importe de souligner que la définition du secteur public<sup>7</sup> diffère entre le Canada et les États-Unis, ce qui limite les comparaisons entre les taux de présence syndicale dans les secteurs public et privé. Si les États-Unis appliquaient la même définition du secteur public qu'au Canada, la proportion du nombre de leurs employés dans ce secteur serait plus grande. Par conséquent, la différence entre la proportion des employés des secteurs public et privé dans ces pays serait moindre.

#### 4. Les secteurs d'activité économique et les taux de présence syndicale au Canada

En 2005, tout comme en 1997, les taux de présence syndicale de tous les secteurs d'activité économique au Québec (tableau 2) étaient supérieurs à ceux observés en Ontario, à l'exception du

7. Dans le cas du Canada, « les employés du secteur public travaillent dans les ministères et les organismes gouvernementaux, dans les sociétés de la Couronne ou dans les écoles, les hôpitaux et les autres établissements financés par l'État. Les employés du secteur privé représentent tous les autres salariés ». (Statistique Canada, *L'emploi et le revenu en perspective*, n° 75001-XIF au catalogue, août 2005, vol. 6, n° 8).

Dans le cas des États-Unis, « les universités et les hôpitaux financés par les administrations publiques locales et des États font partie du secteur des administrations publiques mais tous les autres hôpitaux et universités font partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages ». (Statistique Canada, *Mesure de la production, de la valeur ajoutée et du PIB au Canada et aux États-Unis : similitudes et différences*. n° 13F0031MIF au catalogue – n° 010, mai 2003). La différence entre les deux pays provient donc du fait qu'au Canada la totalité des institutions à but non lucratif dans les secteurs hospitaliers et scolaires font partie du secteur des administrations publiques.

secteur primaire en 1997. Ils étaient également supérieurs à ceux du reste du Canada, à l'exception de celui du secteur du transport et de l'entreposage en 1997.

**Tableau 2**

**Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup> et les régions, 1997 et 2005 (en pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	1997			2005		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
<b>Secteur primaire</b>	<b>38,9</b>	<b>41,2</b>	<b>27,1</b>	<b>43,7</b>	<b>39,5</b>	<b>18,5</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	38,9	41,2	27,1	43,7	39,5	18,5
<b>Secteur secondaire</b>	<b>42,2</b>	<b>34,2</b>	<b>31,5</b>	<b>43,6</b>	<b>28,8</b>	<b>26,7</b>
Construction	48,4	32,7	25,6	56,0	32,0	22,1
Fabrication	41,2	34,5	34,2	40,7	28,0	29,4
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>41,7</b>	<b>28,6</b>	<b>34,0</b>	<b>39,6</b>	<b>28,9</b>	<b>32,0</b>
Administrations publiques	78,3	68,9	69,2	77,3	73,6	70,0
Autres services	14,7	9,9	9,3	18,1	9,1	9,2
Commerce	19,5	12,9	13,9	18,1	12,8	13,0
Finance, assurances, immobilier et location	19,3	5,1	11,3	18,8	4,3	10,6
Hébergement et services de restauration	14,1	6,8	7,4	12,8	8,0	6,8
Information, culture et loisirs	40,7	22,5	32,4	34,5	24,2	26,8
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	30,7	10,8	11,7	26,0	11,5	12,0
Services d'enseignement	78,8	71,1	72,4	75,2	72,2	69,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,1	4,2	5,9	9,0	6,3	6,0
Services publics	78,3	75,5	62,6	79,9	68,1	63,6
Soins de santé et assistance sociale	67,2	45,5	57,9	66,0	46,9	58,2
Transport et entreposage	47,9	39,9	48,4	49,4	36,7	44,2
<b>Ensemble</b>	<b>41,8</b>	<b>30,0</b>	<b>33,3</b>	<b>40,5</b>	<b>28,9</b>	<b>30,6</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Les secteurs affichant les taux de présence les plus élevés sont ceux des administrations publiques, des services d'enseignement et des services publics. En 2005, dans le secteur des administrations publiques, le taux de présence s'élevait à 77,3 % au Québec comparativement à 73,6 % en Ontario et à 70 % dans le reste du Canada. Dans les services d'enseignement, ce taux au Québec s'établissait en 2005 à 75,2 % contre 72,2 % en Ontario et 69,8 % dans le reste du Canada. En 2005, tous secteurs confondus, le taux de présence syndicale le plus élevé, soit 79,9 %, se trouvait dans le secteur des services publics<sup>8</sup> au Québec, comparativement à 68,1 % en Ontario et à 63,6 % dans le reste du Canada.

À l'opposé, les secteurs présentant les proportions les plus faibles sont ceux des services professionnels, scientifiques et techniques, de l'hébergement et des services de restauration, de la finance, des assurances, de l'immobilier et de la location, avec des taux variant, en 2005, entre 4,3 et 18,8 % pour l'ensemble des régions.

8. Le secteur des services publics se compose de trois grandes catégories d'activités : la production, le transport et la distribution d'électricité, la distribution de gaz naturel et, finalement, les réseaux d'aqueduc et d'égout.

Le tableau 3 montre, pour les années 1997 et 2005, la répartition des employés selon les secteurs d'activité économique et les régions. Les trois secteurs les plus importants quant au nombre d'employés sont respectivement ceux de la fabrication, du commerce et des soins de santé et de l'assistance sociale.

On constate aussi que le secteur de la fabrication se démarque au Québec et en Ontario, accaparant plus de 18 % des emplois en 2005 comparativement à 10 % dans le reste du Canada. Nous remarquons toutefois que la part de l'emploi dans ce secteur a décliné entre 1997 et 2005, perdant 2,1 points de pourcentage au Québec, 1,3 point en Ontario et 1,2 point dans le reste du Canada. Le secteur du commerce absorbe quant à lui entre 15,2 et 17,2 % des emplois au pays tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale en accapare entre 9,5 et 12,3 %. De son côté, le reste du Canada se démarque par l'importance, bien que faible, de son secteur primaire qui monopolisait 3,9 % des emplois en 2005 contre seulement 1,1 % au Québec et 0,6 % en Ontario.

**Tableau 3**

**Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup> et les régions, 1997 et 2005  
(en pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	1997			2005		
	Québec	Ontario	Reste du Canada	Québec	Ontario	Reste du Canada
<b>Secteur primaire</b>						
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,3	0,8	4,1	1,1	0,6	3,9
<b>Secteur secondaire</b>						
Construction	3,3	4,0	5,1	4,2	4,9	6,1
Fabrication	20,6	20,2	11,2	18,5	18,9	10,0
<b>Secteur tertiaire</b>						
Administrations publiques	7,6	6,3	7,5	6,8	5,9	6,0
Autres services	4,3	3,9	4,2	3,3	3,4	3,7
Commerce	15,5	15,2	16,6	17,1	16,0	17,2
Finance, assurances, immobilier et location	6,1	7,3	5,8	5,3	7,1	5,5
Hébergement et services de restauration	6,4	6,4	7,9	6,3	6,0	7,8
Information, culture et loisirs	4,2	4,7	4,5	4,4	4,7	4,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	2,4	3,4	2,7	3,1	4,1	3,7
Services d'enseignement	8,1	7,4	8,0	7,4	7,5	8,3
Services professionnels, scientifiques et techniques	3,5	5,0	4,1	4,8	5,3	4,9
Services publics	1,1	1,1	0,9	1,0	0,9	0,9
Soins de santé et assistance sociale	10,5	9,5	11,6	12,3	10,1	11,8
Transport et entreposage	4,8	4,7	5,8	4,3	4,5	5,7
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>	<b>100</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

## 5. Les écarts entre le Québec et les autres régions canadiennes

Les différences entre les taux de présence syndicale par secteur d'activité (tableau 2), mais aussi les variations au regard du nombre d'employés dans ces secteurs sur le marché du travail (tableau 3) expliquent les écarts entre le taux global de présence syndicale au Québec et ceux de ses voisins. Pour déterminer les secteurs d'activité qui rendent davantage compte de ces écarts, il est utile de mesurer leur contribution au taux global de présence syndicale. Le poids relatif se calcule en multipliant le taux de présence syndicale de chaque secteur d'activité (tableau 2) par la part de l'emploi total qu'il représente (tableau 3) et en divisant ce résultat par 100. Par exemple, pour le secteur de la fabrication au Québec en 2005, il suffit de multiplier son taux de présence syndicale de 40,7 par sa proportion de 18,5 et de diviser par 100, ce qui donne une contribution de 7,54 points au taux global de présence syndicale de 40,53.

Les tableaux 4 et 5 présentent la contribution de chaque secteur d'activité au taux global de présence syndicale de même que les écarts observables à ce titre entre le Québec et l'Ontario, d'une part (tableau 4), et entre le Québec et le reste du Canada, d'autre part (tableau 5).

**Tableau 4**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale du Québec et de l'Ontario et écarts entre les deux régions, 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		
	Québec	Ontario	Écart
Soins de santé et assistance sociale	8,15	4,73	3,42
Fabrication	7,54	5,30	2,24
Commerce	3,10	2,05	1,04
Administrations publiques	5,23	4,37	0,87
Construction	2,36	1,57	0,78
Finance, assurances, immobilier et location	0,99	0,31	0,69
Transport et entreposage	2,13	1,65	0,48
Information, culture et loisirs	1,53	1,13	0,40
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,81	0,47	0,34
Hébergement et services de restauration	0,80	0,48	0,32
Autres services	0,60	0,31	0,29
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,47	0,23	0,24
Services d'enseignement	5,59	5,39	0,20
Services publics	0,80	0,63	0,17
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,43	0,33	0,10
<b>Ensemble</b>	<b>40,53</b>	<b>28,95</b>	<b>11,58</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Comme l'indiquait le tableau 1, le taux global de présence syndicale au Québec est supérieur de 11,58 points à celui de l'Ontario. Le tableau 4 montre quant à lui que c'est le secteur des soins de santé et d'assistance sociale qui contribue davantage à cette différence (pour 3,42 points), surtout parce que la proportion d'employés visés par une convention collective au Québec dans ce secteur est supérieure de 19,1 points (tableau 2) à celle de l'Ontario.

Le secteur québécois de la fabrication, dont le niveau de présence syndicale dépasse de 12,7 points celui de l'Ontario, explique 2,24 points de la variation. Le secteur du commerce rend compte pour sa part de 1,04 point d'écart, non seulement parce que son taux de présence syndicale au Québec est plus élevé de 5,3 points, mais aussi parce que sa part relative de l'emploi y est légèrement supérieure de 1,1 point (tableau 3). Finalement, le secteur des administrations

publiques justifie 0,87 point d'écart, d'abord parce que son taux de présence syndicale au Québec est de 3,7 points plus élevé qu'en Ontario, puis du fait que sa part relative dans l'emploi y est de près de un point plus élevé.

En comparant le Québec avec le reste du Canada (tableau 5), on réalise également que la contribution des trois secteurs mentionnés dans le paragraphe précédent explique une grande partie des 9,93 points d'écart qui les séparent en 2005. Le secteur de la fabrication représente à lui seul près de la moitié (4,6 points) de cet écart. Non seulement son taux de présence syndicale au Québec est de 11,3 points de plus que celui du reste du Canada, mais sa place sur le marché de l'emploi est beaucoup plus importante au Québec (18,5 % des employés) que dans le reste du Canada (10 %).

Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, qui occupe une place importante sur le marché du travail dans les deux régions considérées (environ 12 % des salariés), justifie un écart de 1,27 point à cause d'un taux de présence syndicale au Québec supérieur de 7,8 points à celui du reste du Canada. Le secteur des administrations publiques, dont le taux de présence syndicale (77,3 %) et sa proportion dans l'emploi (6,8 %) sont plus élevés au Québec que dans le reste du Canada (respectivement 70 % et 6 %), explique un peu plus d'un point (1,03) d'écart. Enfin, le secteur de la construction<sup>9</sup>, dont le taux de présence syndicale est nettement supérieur au Québec avec une différence de près de 34 points par rapport au reste du Canada, rend compte de 1,02 point d'écart.

**Tableau 5**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale du Québec et du reste du Canada et écarts entre les deux régions, 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		
	Québec	Reste du Canada	Écart
Fabrication	7,54	2,95	4,60
Soins de santé et assistance sociale	8,15	6,88	1,27
Administrations publiques	5,23	4,20	1,03
Construction	2,36	1,34	1,02
Commerce	3,10	2,23	0,87
Finance, assurances, immobilier et location	0,99	0,58	0,41
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,81	0,44	0,37
Information, culture et loisirs	1,53	1,21	0,32
Hébergement et services de restauration	0,80	0,53	0,27
Autres services	0,60	0,34	0,27
Services publics	0,80	0,56	0,24
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,43	0,30	0,13
Services d'enseignement	5,59	5,81	-0,22
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,47	0,72	-0,25
Transport et entreposage	2,13	2,53	-0,40
<b>Ensemble</b>	<b>40,53</b>	<b>30,60</b>	<b>9,93</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

9. Il importe de préciser que le secteur de la construction, dans l'Enquête sur la population active, englobe non seulement les travailleurs affectés aux chantiers comme tels, mais aussi les personnes des autres catégories d'emplois dans ce secteur. De plus, il comprend non seulement les travaux de construction neuve, mais aussi ceux de réparation et de rénovation.

## 6. Les hauts et les bas de la présence syndicale au Québec

Après avoir connu une baisse de 2 points de pourcentage entre 1997 et 1999, le taux québécois de la présence syndicale a augmenté de 1,5 point entre 1999 et 2003 pour atteindre 41,3 %. Il a cependant régressé d'environ 1,2 point en 2004 pour ensuite remonter de 0,4 point et se chiffre maintenant à 40,5, ce qui demeure légèrement en deçà du niveau atteint en 1997 (41,8 %). Les comportements des différents secteurs d'activité ont été fort différents durant cette période, certains contribuant à la baisse du taux de présence syndicale, d'autres la freinant au contraire (tableau 6).

**Tableau 6**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 1997 et 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		
	1997	2005	Variation
Soins de santé et assistance sociale	7,07	8,15	1,08
Construction	1,60	2,36	0,75
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,32	0,43	0,11
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,75	0,81	0,06
Commerce	3,03	3,10	0,06
Autres services	0,63	0,60	-0,03
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,50	0,47	-0,03
Hébergement et services de restauration	0,90	0,80	-0,09
Services publics	0,90	0,80	-0,10
Transport et entreposage	2,32	2,13	-0,19
Information, culture et loisirs	1,72	1,53	-0,19
Finance, assurances, immobilier et location	1,19	0,99	-0,19
Administrations publiques	5,98	5,23	-0,75
Services d'enseignement	6,42	5,59	-0,83
Fabrication	8,48	7,54	-0,94
<b>Ensemble</b>	<b>41,80</b>	<b>40,53</b>	<b>-1,27</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Les quatre secteurs ayant le plus contribué à la baisse du taux global de présence syndicale au cours de cette période sont les suivants :

- le secteur de la fabrication, dont le taux de présence syndicale a diminué de 0,5 point (de 41,2 % en 1997 à 40,7 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi a diminué (de 20,6 à 18,5 %);
- les services d'enseignement, dont le taux de présence syndicale, bien que très élevé, a diminué de 3,6 points (de 78,8 % en 1997 à 75,2 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi est également en baisse pendant la période, passant de 8,1 % à 7,4 %;
- les administrations publiques, dont le taux de présence syndicale a légèrement diminué (de 78,3 % en 1997 à 77,3 % en 2005) et dont le poids sur le marché du travail est passé de 7,6 % en 1997 à 6,8 % en 2005;
- le secteur de la finance, de l'assurance, de l'immobilier et de la location, dont le taux de présence syndicale a diminué faiblement (de 19,3 % en 1997 à 18,8 % en 2005), alors que son importance sur le marché du travail s'est également réduite légèrement (de 6,1 à 5,3 %).

En contrepartie, deux secteurs ont principalement contribué à atténuer la baisse du taux global de présence syndicale, soit :

- le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale qui, malgré une faible baisse de son taux de présence syndicale (de 67,2 % en 1997 à 66 % en 2005), a vu augmenter de façon appréciable la proportion d'employés (de 10,5 à 12,3 %);
- le secteur de la construction dont le taux de présence syndicale s'est le plus amélioré, soit de 7,6 points depuis 1997 (de 48,4 à 56 % en 2005), et qui a vu augmenter sensiblement sa part de l'emploi (de 3,3 à 4,2 %). Son nombre de travailleurs a progressé de 52,3 %, alors que la hausse moyenne de l'emploi se chiffre à environ 20 % durant cette période (voir l'annexe 1-A).

Au Québec, de 1997 à 2005, les changements dans la part que les secteurs d'activité à plus forte présence syndicale détiennent sur le marché de l'emploi (voir le tableau 3) ont davantage influencé l'évolution du taux global de présence syndicale que les variations observées dans les taux sectoriels. Ainsi, tout comme le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale mentionné précédemment, trois autres secteurs ont connu à la fois une hausse de leur part de l'emploi combinée à une baisse de leur taux de présence syndicale. Il s'agit des secteurs du commerce, des services aux entreprises, des services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien, et des services professionnels, scientifiques et techniques, dont les contributions au taux global de présence syndicale ont augmenté au cours de la période.

À l'opposé, quatre des cinq secteurs qui ont connu une hausse de leur taux respectif de présence syndicale combinée à une baisse de leur part de l'emploi ont influencé négativement le taux de présence global durant cette période. Il s'agit des secteurs de la foresterie, de la pêche, des mines et de l'extraction de pétrole et de gaz, des autres services, des services publics, et du transport et de l'entreposage.

Le tableau 1 nous a permis de constater que, depuis 1998, la plus forte baisse du taux de présence syndicale avait eu lieu entre les années 2003 et 2004, celui-ci passant de 41,3 à 40,1 %. Cependant, l'augmentation de 0,43 point de pourcentage enregistrée en 2005 constitue la plus forte hausse depuis 2001 (0,55 point). Quatre secteurs ont fortement contribué à la hausse du taux de présence syndicale au Québec entre 2004 et 2005 (tableau 7). Il s'agit, dans l'ordre, des secteurs des soins de santé et de l'assistance sociale, de la construction, de l'hébergement et des services de restauration et, finalement, des autres services. Ces secteurs ont tous connu une hausse de leur taux de présence syndicale respectif alors que leur part dans l'emploi a augmenté dans la majorité des cas. Par exemple, la part dans l'emploi a augmenté de 0,3 point de pourcentage dans le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale et de 0,5 point dans le secteur de la construction alors que leur taux de présence syndicale a augmenté respectivement de 2,6 points et 1,2 point de pourcentage.

**Tableau 7**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale au Québec et variations entre 2004 et 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		Variation
	2004	2005	
Soins de santé et assistance sociale	7,63	8,15	0,52
Construction	2,01	2,36	0,35
Hébergement et services de restauration	0,68	0,80	0,12
Autres services	0,49	0,60	0,11
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,39	0,47	0,08
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,74	0,81	0,07
Information, culture et loisirs	1,53	1,53	0,00
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,45	0,43	-0,02
Services publics	0,85	0,80	-0,05
Services d'enseignement	5,66	5,59	-0,07
Finance, assurances, immobilier et location	1,08	0,99	-0,09
Administrations publiques	5,36	5,23	-0,12
Transport et entreposage	2,26	2,13	-0,13
Commerce	3,25	3,10	-0,15
Fabrication	7,73	7,54	-0,19
<b>Ensemble</b>	<b>40,10</b>	<b>40,53</b>	<b>0,43</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

À l'opposé, les secteurs dont le taux de présence syndicale a diminué en 2005 ont, pour la plupart, contribué négativement à l'évolution du taux global de présence syndicale. Le secteur de la fabrication a en outre contribué négativement à cette évolution en dépit d'une hausse de 0,5 point de pourcentage de son taux sectoriel. Cette baisse de contribution s'explique par le fait que ce secteur a connu la plus forte diminution de sa part relative de l'emploi (-0,7 point de pourcentage) en 2005.

## 7. Les hauts et les bas de la présence syndicale en Ontario

Après avoir connu une baisse de 2,1 points de pourcentage entre 1997 et 2004 (tableau 1), le taux de présence syndicale en Ontario a augmenté de 1,05 point entre 2004 et 2005 (tableau 9), pour atteindre près de 29 %. Dans les paragraphes suivants, nous analyserons d'abord les facteurs explicatifs de la variation du taux de présence syndicale dans cette province entre 1997 et 2005. Nous appliquerons ensuite la même analyse pour les variations qui se sont produites entre les années 2004 et 2005.

**Tableau 8**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale en Ontario et variations entre 1997 et 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		Variation
	1997	2005	
Soins de santé et assistance sociale	4,31	4,73	0,42
Construction	1,31	1,57	0,26
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,21	0,33	0,12
Services d'enseignement	5,27	5,39	0,11
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,37	0,47	0,10
Commerce	1,96	2,05	0,10
Information, culture et loisirs	1,06	1,13	0,07
Hébergement et services de restauration	0,44	0,48	0,05
Administrations publiques	4,34	4,37	0,02
Finance, assurances, immobilier et location	0,38	0,31	-0,07
Autres services	0,38	0,31	-0,07
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,35	0,23	-0,12
Services publics	0,82	0,63	-0,19
Transport et entreposage	1,87	1,65	-0,22
Fabrication	6,97	5,30	-1,67
<b>Ensemble</b>	<b>30,05</b>	<b>28,95</b>	<b>-1,10</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Comme nous l'indique le tableau 8, trois secteurs ont particulièrement contribué à la baisse du taux de présence syndicale entre 1997 et 2005. Il s'agit, dans l'ordre, des secteurs suivants :

- le secteur de la fabrication, dont le taux de présence syndicale a diminué de 6,5 points (de 34,5 % en 1997 à 28 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi a diminué (de 20,2 à 18,9 %);
- le secteur du transport et de l'entreposage, dont le taux de présence syndicale a diminué de 3,2 points (de 39,9 % en 1997 à 36,7 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi est également en baisse pendant la période, passant de 4,7 % à 4,5 %;
- le secteur des services publics, dont le taux de présence syndicale a chuté de 7,4 points de pourcentage (de 75,5 % en 1997 à 68,1 % en 2005), et dont l'importance sur le marché du travail a diminué légèrement (de 1,1 à 0,9 %).

En contrepartie, et tout comme au Québec, deux secteurs ont principalement contribué à atténuer la baisse du taux global de présence syndicale, soit :

- le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dont le taux de présence syndicale a augmenté de 1,4 point de pourcentage (de 45,5 % en 1997 à 46,9 % en 2005), pendant qu'il gagnait légèrement en importance sur le marché du travail (de 9,5 à 10,1 %);
- le secteur de la construction qui, malgré une faible baisse de son taux de présence syndicale (de 32,7 % en 1997 à 32 % en 2005), a vu augmenter sa proportion d'employés (de 4 à 4,9 %).

Par ailleurs, deux secteurs ont particulièrement contribué à la hausse de plus de un point de pourcentage du taux global de présence syndicale ontarien en 2005, comme le montre le tableau 9. De fait, le secteur des services d'enseignement a enregistré une hausse de 1,5 point de

pourcentage de son taux de présence syndicale (de 70,7 % en 2004<sup>10</sup> à 72,2 % en 2005), tout en augmentant légèrement sa part de l'emploi (de 6,9 % en 2004 à 7,5 % en 2005), pour une contribution de 5,39 points au taux global de présence syndicale en 2005.

**Tableau 9**

**Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale en Ontario et variations entre 2004 et 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		Variation
	2004	2005	
Services d'enseignement	4,87	5,39	0,52
Construction	1,40	1,57	0,18
Administrations publiques	4,21	4,37	0,16
Soins de santé et assistance sociale	4,57	4,73	0,16
Commerce	1,90	2,05	0,15
Information, culture et loisirs	1,01	1,13	0,13
Hébergement et services de restauration	0,38	0,48	0,10
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,25	0,33	0,08
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,46	0,47	0,01
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	0,25	0,23	-0,02
Autres services	0,35	0,31	-0,04
Finance, assurances, immobilier et location	0,37	0,31	-0,06
Fabrication	5,39	5,30	-0,09
Transport et entreposage	1,75	1,65	-0,10
Services publics	0,75	0,63	-0,12
<b>Ensemble</b>	<b>27,89</b>	<b>28,95</b>	<b>1,05</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Quant au secteur de la construction, il a connu une faible hausse, et de son taux de présence syndicale (de 31,2 % en 2004 à 32 % en 2005), et de son importance relative sur le marché du travail, s'accaparant de 4,9 % des emplois en 2005 comparativement à 4,5 % en 2004. Sa contribution au taux global de présence syndicale est donc passée de 1,4 point en 2004 à 1,57 point en 2005.

Entre 1997 et 2005, le taux de présence syndicale en Ontario a donc été touché, tout comme au Québec, par la baisse de l'importance relative du secteur de la fabrication qui a également connu une baisse de sa proportion d'emplois assujettis à une convention collective. Contrairement au Québec, l'évolution de la contribution du secteur des services d'enseignement au taux global de présence syndicale a été positive dans cette province.

## 8. Les hauts et les bas de la présence syndicale dans le reste du Canada

Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale a continuellement décliné entre 1997 et 2005, perdant en moyenne un tiers de point de pourcentage par année.

10. Les données sectorielles ontariennes pour l'année 2004 provenant de l'Enquête sur la population active de Statistique Canada ne figurent pas dans les tableaux de cette chronique.

**Tableau 10****Contribution de chaque secteur d'activité<sup>1</sup> au taux global de présence syndicale dans le reste du Canada et variations entre 1997 et 2005 (en points de pourcentage)**

Secteurs d'activité économique	Contribution		
	1997	2005	Variation
Soins de santé et assistance sociale	6,73	6,88	0,15
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	0,32	0,44	0,12
Services professionnels, scientifiques et techniques	0,24	0,30	0,06
Construction	1,30	1,34	0,04
Services publics	0,55	0,56	0,01
Services d'enseignement	5,82	5,81	-0,01
Hébergement et services de restauration	0,58	0,53	-0,05
Autres services	0,40	0,34	-0,06
Commerce	2,30	2,23	-0,08
Finance, assurances, immobilier et location	0,66	0,58	-0,08
Information, culture et loisirs	1,45	1,21	-0,24
Transport et entreposage	2,79	2,53	-0,26
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	1,12	0,72	-0,40
Fabrication	3,82	2,95	-0,87
Administrations publiques	5,21	4,20	-1,01
<b>Ensemble</b>	<b>33,30</b>	<b>30,60</b>	<b>-2,69</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

Ainsi, ce taux a perdu 2,69 points de pourcentage durant cette période, passant de 33,3 % en 1997 à 30,6 % en 2005. Les trois secteurs qui ont le plus contribué à cette baisse continue sont les suivants :

- le secteur des administrations publiques, dont le taux de présence syndicale a légèrement augmenté de 0,8 point (de 69,2 % en 1997 à 70 % en 2005), mais dont la proportion dans l'emploi a diminué de 1,5 point de pourcentage (de 7,5 à 6 %);
- le secteur de la fabrication, dont le taux de présence syndicale a décliné de 4,8 points (de 34,2 % en 1997 à 29,4 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi a diminué de 1,2 point (de 11,2 à 10 %);
- le secteur de la foresterie, de la pêche, des mines et de l'extraction de pétrole et de gaz, dont le taux de présence syndicale a chuté de 8,6 points de pourcentage (de 27,1 % en 1997 à 18,5 % en 2005) et dont la proportion dans l'emploi a légèrement diminué de 0,2 point (de 4,1 à 3,9 %) au cours de la période.

À l'opposé, deux secteurs ont largement contribué à atténuer la baisse du taux global de présence syndicale dans le reste du Canada, soit :

- le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale, dont le taux de présence syndicale a augmenté de 0,3 point de pourcentage (de 57,9 % en 1997 à 58,2 % en 2005), pendant que son importance sur le marché du travail faisait de même (de 11,6 à 11,8 %);
- le secteur des services aux entreprises et des services relatifs aux bâtiments et autres, dont la part dans l'emploi a augmenté d'un point de pourcentage (de 2,7 % en 1997 à 3,7 % en 2005) et dont le taux de présence syndicale a faiblement augmenté de 0,3 point (de 11,7 à 12 %) au cours de la période.

Entre 1997 et 2005, la grande majorité des secteurs d'activité ont donc contribué négativement à l'évolution du taux de présence syndicale de cette région. Tout comme au Québec et en Ontario, le secteur de la fabrication a fortement influencé ce taux à la baisse, tandis que celui des soins de santé et de l'assistance sociale l'a influencé à la hausse.

## **Conclusion**

Le Québec continue d'afficher le taux de présence syndicale le plus élevé sur le continent nord-américain en 2005 avec 40,5 %. À l'opposé, les États-Unis continuent de présenter le taux le plus bas avec 13,7 %. Dans le reste du Canada, le taux de présence syndicale poursuit sa tendance à la baisse, tandis qu'il a augmenté d'un point de pourcentage en Ontario, ce qui constitue la plus forte hausse annuelle observée parmi les régions faisant l'objet de cette chronique. Du côté du Québec, ce taux a enregistré des baisses en 1998 et en 1999, pour ensuite connaître une tendance à la hausse, atteignant 41,3 % en 2003. L'année suivante, ce taux a subi la seconde baisse la plus importante depuis 1998, soit près de 1,3 point de pourcentage de moins qu'en 2003.

Par ailleurs, l'écart entre le taux global de présence syndicale au Québec et celui des autres régions du Canada s'explique essentiellement par des taux sectoriels au Québec presque toujours supérieurs à ceux de ses voisins, et ce, pour toutes les années considérées. La plus grande part relative sur le marché du travail québécois de certains secteurs d'activité à plus forte densité syndicale (comme les administrations publiques et les services d'enseignement) joue également un rôle, mais moins important.

Au Québec, l'amélioration des taux sectoriels a certes permis la remontée du taux général entre 1999 et 2003, mais c'est également l'augmentation très importante du niveau de l'emploi dans certains secteurs à plus forte présence syndicale (notamment la construction ainsi que les soins de santé et l'assistance sociale) qui a soutenu cette remontée. La baisse notable du taux de présence syndicale en 2004 s'explique par une diminution combinée des taux sectoriels et des parts relatives de l'emploi, essentiellement dans cinq secteurs (ceux de la fabrication, de la construction, des services d'enseignement, des autres services et des soins de santé et d'assistance sociale) qui comptent pour près de la moitié (45,9 %) des emplois au Québec et qui ont une forte densité syndicale, à l'exception du secteur des autres services. Finalement, la hausse observée en 2005 s'explique surtout par une augmentation combinée des taux sectoriels et des parts relatives de l'emploi, essentiellement dans quatre secteurs (ceux des soins de santé et de l'assistance sociale, de la construction, de l'hébergement et des services de restauration, et des autres services) qui comptent pour environ 26 % des emplois au Québec. Le secteur des soins de santé et de l'assistance sociale est celui qui a le plus contribué à cette hausse, grâce à une augmentation de 0,3 point de pourcentage de sa part dans l'emploi et d'un bond de 2,6 points de son taux sectoriel de présence syndicale.

## Annexe 1-A

---

### Répartition des employés selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup>, Québec, de 1997 à 2005 (en milliers)

---

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>
<b>Secteur primaire</b>	<b>34,2</b>	<b>39,8</b>	<b>31,8</b>	<b>33,9</b>	<b>30,4</b>	<b>31,7</b>	<b>32,1</b>	<b>30,8</b>	<b>34,3</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	34,2	39,8	31,8	33,9	30,4	31,7	32,1	30,8	34,3
<b>Secteur secondaire</b>	<b>635,7</b>	<b>645,3</b>	<b>691,4</b>	<b>700,1</b>	<b>696,5</b>	<b>739,7</b>	<b>731,5</b>	<b>726,2</b>	<b>724</b>
Construction	88,1	80,5	88,2	95,2	97,6	114,3	126,4	116,5	134,2
Fabrication	547,6	564,8	603,2	604,9	598,9	625,4	605,1	609,7	589,8
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>1 987,7</b>	<b>2 050,7</b>	<b>2 075,0</b>	<b>2 147,8</b>	<b>2 224,4</b>	<b>2 306,0</b>	<b>2 360,0</b>	<b>2 417,3</b>	<b>2 426,9</b>
Administrations publiques	203	197,3	201,3	206,7	215,7	213,4	212,2	215,6	215,6
Autres services	114,4	119,5	109,1	109,9	101,6	109,8	112,4	113,6	106,2
Commerce	412,4	417,8	433,6	464,4	473,4	502,4	524,8	540,1	545,6
Finance, assurances, immobilier et location	162,9	156,1	151,7	153,2	161,4	169,4	162	175,8	168,5
Hébergement et services de restauration	169,2	181,1	174,1	181,2	179,4	184	199,9	192,5	199,2
Information, culture et loisirs	112,4	119,5	121,1	120,2	130,6	135,2	136	139,4	141,4
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	64,8	73,5	74,1	74,8	83,6	93,7	87,6	92	99,6
Services d'enseignement	216,3	223,1	222,5	215	218,8	229,6	235,8	230,6	236,6
Services professionnels, scientifiques et techniques	94	119,1	132,2	131	143,3	147,2	143,4	153	152
Services publics	30,4	30,4	26,8	27,6	29,1	29,7	30,4	32,2	31,8
Soins de santé et assistance sociale	279,3	279,7	292,5	321,5	341,1	358,7	372,8	382	393,1
Transport et entreposage	128,6	133,6	136	142,3	146,4	132,9	142,7	150,5	137,3
<b>Ensemble</b>	<b>2 657,6</b>	<b>2 735,8</b>	<b>2 798,2</b>	<b>2 881,8</b>	<b>2 951,3</b>	<b>3 077,4</b>	<b>3 123,6</b>	<b>3 174,3</b>	<b>3 185,2</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

## Annexe 1-B

**Total des employés bénéficiant d'une couverture syndicale selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup>,  
Québec, de 1997 à 2005 (en milliers)**

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>
<b>Secteur primaire</b>	<b>13,3</b>	<b>14,4</b>	<b>9</b>	<b>12,8</b>	<b>11,1</b>	<b>12,2</b>	<b>12,8</b>	<b>12,3</b>	<b>15</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	13,3	14,4	9	12,8	11,1	12,2	12,8	12,3	15
<b>Secteur secondaire</b>	<b>268</b>	<b>262,5</b>	<b>286,1</b>	<b>300</b>	<b>293,6</b>	<b>320,6</b>	<b>328,5</b>	<b>309,3</b>	<b>315,4</b>
Construction	42,6	38,9	44,6	47,7	52,9	63,8	71,2	63,8	75,1
Fabrication	225,4	223,6	241,5	252,3	240,7	256,8	257,3	245,5	240,3
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>829,6</b>	<b>821,3</b>	<b>819</b>	<b>848,9</b>	<b>901,3</b>	<b>926,7</b>	<b>950,2</b>	<b>951,3</b>	<b>960,6</b>
Administrations publiques	158,9	145,8	149,6	157,3	167,8	167,7	166,3	170	166,7
Autres services	16,8	18,5	18,9	18	17,1	18,2	21	15,5	19,2
Commerce	80,6	84,3	80,4	94	94	94,2	96,4	103,1	98,6
Finance, assurances, immobilier et location	31,5	32,4	32,8	31,7	34,5	37,7	36,4	34,3	31,6
Hébergement et services de restauration	23,8	23,5	17,2	19,5	20,6	21,5	22,4	21,7	25,5
Information, culture et loisirs	45,8	44,3	48,8	42,6	43,1	47,4	46,2	48,6	48,8
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	19,9	18,3	15,3	17,6	23,8	26,6	26,1	23,6	25,9
Services d'enseignement	170,5	176,9	175,6	167,6	171,9	177,1	184,1	179,6	177,9
Services professionnels, scientifiques et techniques	8,6	9,1	11,4	10,6	11,9	14	13,1	14,2	13,7
Services publics	23,8	22,1	20,6	22,6	23,2	23,6	24,7	26,9	25,4
Soins de santé et assistance sociale	187,8	186,9	191,2	206,8	221,4	231,1	242,1	242,2	259,5
Transport et entreposage	61,6	59,2	57,2	60,6	72	67,6	71,4	71,6	67,8
<b>Ensemble</b>	<b>1 110,9</b>	<b>1 098,2</b>	<b>1 114,1</b>	<b>1 161,7</b>	<b>1 206</b>	<b>1 259,5</b>	<b>1 291,5</b>	<b>1 272,9</b>	<b>1 291</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.

## Annexe 1-C

---

### Taux de présence syndicale selon les secteurs d'activité économique<sup>1</sup>, Québec, de 1997 à 2005 (en pourcentage)

---

	<u>1997</u>	<u>1998</u>	<u>1999</u>	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>	<u>2004</u>	<u>2005</u>
<b>Secteur primaire</b>	<b>38,9</b>	<b>36,2</b>	<b>28,3</b>	<b>37,8</b>	<b>36,5</b>	<b>38,5</b>	<b>39,9</b>	<b>39,9</b>	<b>43,7</b>
Foresterie, pêche, mine et extraction de pétrole et de gaz	38,9	36,2	28,3	37,8	36,5	38,5	39,9	39,9	43,7
<b>Secteur secondaire</b>	<b>42,2</b>	<b>40,7</b>	<b>41,4</b>	<b>42,9</b>	<b>42,2</b>	<b>43,3</b>	<b>44,9</b>	<b>42,6</b>	<b>43,6</b>
Construction	48,4	48,3	50,6	50,1	54,2	55,8	56,3	54,8	56,0
Fabrication	41,2	39,6	40,0	41,7	40,2	41,1	42,5	40,3	40,7
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>41,7</b>	<b>40,0</b>	<b>39,5</b>	<b>39,5</b>	<b>40,5</b>	<b>40,2</b>	<b>40,3</b>	<b>39,4</b>	<b>39,6</b>
Administrations publiques	78,3	73,9	74,3	76,1	77,8	78,6	78,4	78,8	77,3
Autres services	14,7	15,5	17,3	16,4	16,8	16,6	18,7	13,6	18,1
Commerce	19,5	20,2	18,5	20,2	19,9	18,8	18,4	19,1	18,1
Finance, assurances, immobilier et location	19,3	20,8	21,6	20,7	21,4	22,3	22,5	19,5	18,8
Hébergement et services de restauration	14,1	13,0	9,9	10,8	11,5	11,7	11,2	11,3	12,8
Information, culture et loisirs	40,7	37,1	40,3	35,4	33,0	35,1	34,0	34,9	34,5
Services aux entreprises, services relatifs aux bâtiments et autres services de soutien	30,7	24,9	20,6	23,5	28,5	28,4	29,8	25,7	26,0
Services d'enseignement	78,8	79,3	78,9	78,0	78,6	77,1	78,1	77,9	75,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	9,1	7,6	8,6	8,1	8,3	9,5	9,1	9,3	9,0
Services publics	78,3	72,7	76,9	81,9	79,7	79,5	81,3	83,5	79,9
Soins de santé et assistance sociale	67,2	66,8	65,4	64,3	64,9	64,4	64,9	63,4	66,0
Transport et entreposage	47,9	44,3	42,1	42,6	49,2	50,9	50,0	47,6	49,4
<b>Ensemble</b>	<b>41,8</b>	<b>40,1</b>	<b>39,8</b>	<b>40,3</b>	<b>40,9</b>	<b>40,9</b>	<b>41,3</b>	<b>40,1</b>	<b>40,5</b>

1. Excluant le secteur agricole.

Source : Statistique Canada, *Revue chronologique de la population active 2005*, cat. n° 71F0004XCB.